



## Salah Hamouri condamné à 6 mois de détention administrative, sans accusation ni procès

**Ma'an News** - Un tribunal israélien a condamné Salah Hamouri, un défenseur des droits de l'homme et chercheur sur le terrain du groupe de défense des droits des prisonniers palestiniens Addameer, à six mois de détention administrative - un emprisonnement sans procès ni accusation - mardi, dans ce qu'Addameer a déclaré être « une politique systématique d'affaiblissement » de l'organisation.

Selon la déclaration d'Addameer, la décision initiale du tribunal avait été de placer Hamouri en résidence surveillée à Al-Reineh, un village palestinien en Israël, pendant 20 jours. Il aurait alors été empêché d'entrer à Jérusalem ou de voyager à l'étranger pendant trois mois.

La décision aurait également inclus une caution de 10 000 shekels (2 800 dollars). Cependant, lorsque sa famille est allée au « complexe d'interrogatoire russe » d'Israël où Hamouri est détenu, pour payer la caution, les responsables israéliens leur ont dit que Hamouri ne serait pas libéré.

Hamouri, âgé de 32 ans, qui a la double nationalité palestino-française, a été arrêté dans la nuit de mercredi, chez lui, dans le quartier de Kafr Aqab à Jérusalem-Est occupée, par l'armée israélienne.

Un porte-parole de la police israélienne a déclaré à Ma'an au moment de l'arrestation qu'il n'avait pas « d'information précise » sur ce cas.

Hamouri a déjà été emprisonné sept ans par Israël et a été libéré dans le cadre de l'accord d'échange de prisonniers Wafa al-Ahrar en 2011.

Addameer a déclaré que le résident de Jérusalem-Est avait été interdit d'entrée en Cisjordanie occupée jusqu'en septembre 2016 et que sa femme est actuellement interdite d'entrer en territoire palestinien occupé et en Israël par les autorités israéliennes.

La détention de Hamouri était « une [arrestation] dans une longue liste », a déclaré Addameer, car Israël a « tenté d'étouffer la poursuite légitime du combat pour les droits de l'homme et la dignité des Palestiniens ».

« Pour ceux qui osent s'opposer à ce régime colonial oppressif, il faut s'attendre à l'arbitraire », a ajouté le groupe.

Addameer a noté que la question n'était pas seulement la détention de Hamouri, mais la « politique systématique d'affaiblissement » de l'organisation par Israël.

« L'objectif [d'Israël] est de veiller à ce que tout travail visant à soutenir la lutte palestinienne pour l'autodétermination soit sévèrement puni. L'idée est que, si suffisamment de personnes sont punies et que le prix est trop important, le reste sera choqué et acceptera le statu quo. Les personnes seront alors résignées au fait qu'ils font partie d'une structure d'état qui les traite en tant que sujets, qui peuvent être emprisonnés et dépouillés de leurs droits à volonté », a déclaré Addameer.

Addameer dénonce la détention administrative - qui permet aux autorités israéliennes d'emprisonner quelqu'un sans accusation ni procès - comme une forme de « détention arbitraire » et de « torture psychologique ».

Les Palestiniens peuvent développer une variété de troubles psychologiques en raison de cette politique totalement condamnable, a déclaré le groupe, y compris la dépression à long terme et l'anxiété chronique.

Les groupes de défense des droits de l'homme et les militants ont depuis longtemps souligné que la politique de la détention administrative est un outil pour Israël pour détenir les Palestiniens sans donner de raisons. Cette politique est presque exclusivement utilisée contre les Palestiniens.

Addameer a ajouté que Hamouri était « un exemple pour nous tous » car il aurait pu « partir facilement, vivre en France et avoir une vie tranquille avec sa femme et son enfant ». Mais, au lieu de cela, il est resté à la place où il est né pour défendre ceux que l'occupation cherche à réduire à l'état de sujets ».

Parmi les 6128 Palestiniens dénombrés dans les prisons israéliennes, 450 sont des détenus administratifs, selon Addameer.

[Signez cette pétition](#) adressée au président français Emmanuel Macron et aux responsables européens qui exige qu'ils agissent maintenant.

29 août 2017 - **Ma'an News** - Traduction : [Chronique de Palestine](#)